

Etat, bureaucratie, démocratie, dans la théorie marxiste

par Kostas PAPAIOANNOU,

★

Dans l'énoncé général du marxisme, l'Etat apparaît comme un simple instrument de la classe dominante. L'Etat, écrit Engels, est en règle générale l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée (1). Dans cette perspective (que Lénine a encore schématisée dans *l'Etat et la Révolution*), les rapports politiques de domination et de subordination dérivent des rapports économiques de production et d'exploitation : le pouvoir politique n'est qu'une « superstructure » du pouvoir économique. En revanche, d'autres textes de Marx et surtout d'Engels invitent à établir une nette distinction entre les deux ordres. Dans cette version plus nuancée de la sociologie marxiste, l'Etat n'apparaît plus comme une simple excroissance de la classe dominante et sa genèse est attribuée à une dialectique plus vaste que celle qui a présidé tant à la formation des classes qu'à leur antagonisme.

Etat et société.

Tout d'abord, l'Etat se produit indépendamment des classes, *avant* même la scission dans la société en classes. Dans les sociétés primitives (« sans classes ») existent « dès le début, certains intérêts communs dont la garde doit être confiée à des individus particuliers : jugements de litiges, répression, surveillance des eaux, fonctions religieuses » (2). Ainsi les « prémisses du pouvoir d'Etat » se sont constituées en dehors des déterminismes technico-économiques qui aboutiront à la formation des classes. Avant même qu'un groupe minoritaire s'approprie les moyens de production, la société tout entière (et non plus seulement la

collectivité productive) est obligée par la force des choses de renoncer à la gestion des affaires communes pour la confier à un groupe particulier. Ici le facteur décisif n'est pas l'appropriation des moyens de production, mais la monopolisation de la gestion des « intérêts communs » et l'atrophie du « contrôle collectif », conséquence fatale de la complication croissante de la vie sociale (et pas seulement économique). Ces organes sociaux spécialisés dans la gestion des « affaires communes » acquerront une autonomie d'autant plus grande, que la société « se trouve de plus en plus incapable de s'en passer ». Lorsque le contrôle collectif aura disparu ou sera devenu inefficace, l'Etat se présentera face à la société comme une puissance autonome et dominatrice.

Ce n'est donc pas la classe « économiquement dominante » qui crée l'Etat. « Issu de la société », l'Etat devient une puissance indépendante par sa logique propre : les « représentants des intérêts communs » s'élèvent au-dessus de la communauté et se mettent au service de leurs propres intérêts dans la mesure où la complication croissante de la vie sociale, les tensions internes et les conflits externes rendent impossible le contrôle collectif. Finalement, les « intérêts communs » deviendront l'objet exclusif de la réglementation autoritaire et l'Etat sera le maître de la société. Dans l'Etat donc il y a plus qu'un simple appareil d'oppression d'une classe par une autre ; c'est la société tout entière, donc *toutes* les classes qui doivent s'aliéner dans la puissance étrangère qui s'interpose entre la communauté et l'œuvre commune : « Pour la

(1) ENGELS, *L'Origine de la famille*, etc., *Werke* (Dick, 1962), XXI, p. 166 (édit. Coster, p. 226).

(2) ENGELS, *Anti Dühring*, Editions sociales, p. 211.

défense des intérêts communs, dit Engels, la société a créé, originairement par simple division du travail, ses organes propres. Mais ces organismes, dont le sommet est constitué par le pouvoir d'Etat, se sont avec le temps mis au service de leurs propres intérêts, et de serviteurs de la société ils en devinrent les maîtres » (3).

Le « despotisme oriental ».

C'est à une « aliénation » de ce genre que Marx attribue l'avènement du premier mode de production qui s'est dégagé de l'animalité primitive : le « mode asiatique de production », c'est-à-dire le régime d'économie étatisée qui a prévalu en Egypte, en Mésopotamie, en Inde, en Chine, au Pérou et dans toutes les sociétés archaïques qui ont affronté la « nécessité de contrôler collectivement les forces naturelles » (4) et plus particulièrement les forces hydrauliques. La nécessité de contrôler le régime des eaux dans les régions périodiquement dévastées par la crue des fleuves amena les communautés villageoises primitives à demander l'intervention de l'Etat despotique et à se soumettre à son appareil bureaucratique : « Cette nécessité première d'utiliser l'eau en commun qui, en Occident, entraîna les entrepreneurs privés à s'unir en associations bénévoles, comme en Flandre et en Italie, imposa en Orient, où le niveau de la civilisation était trop bas et les territoires trop vastes pour que puissent apparaître des associations de ce genre, l'intervention centralisatrice du gouvernement » (5). Si la « régulation de l'allure des eaux » a été « une des bases matérielles de la domination de l'Etat sur les communes villageoises », c'est que la « petitesse » de ces organismes et le « manque de liaison entre eux » leur interdisait d'entreprendre pour leur propre compte des travaux d'irrigation qui présupposent un plan d'ensemble minutieusement élaboré et qui exigent la mobilisation de foules immenses, parfois de plusieurs générations de travailleurs. Seule la contrainte pouvait briser l'isolement des villages et seul l'Etat fondé sur la corvée (le *Fronstaat* de Max Weber) était en mesure d'organiser une riposte efficace à la rigueur excessive du défi physique.

Ainsi dans le « mode de production asiatique », l'Etat « est le propriétaire suprême de la terre. La souveraineté politique est la propriété foncière concentrée à l'échelle nationale. Pour cette

raison on ne trouve pas ici de propriété privée du sol » (6). Absence de propriété privée ne signifie nullement pour Marx absence d'exploitation du travail. Bien au contraire, Marx affirme que par opposition à la forme voilée du surtravail dans le mode de production capitaliste, les rapports d'exploitation et d'appropriation du surtravail étaient simples et transparents dans ce mode de production « fondé sur des relations directes de domination et d'esclavage » où l'Etat était le principal exploiteur des masses, « le principal détenteur du surproduit » (7). Mais l'Etat et la propriété d'Etat sont des abstractions derrière lesquelles se trouvent des groupes humains déterminés et des relations sociales qu'il faut spécifier. Quelle est la classe qui domine dans ces régimes fondés sur la propriété étatique des moyens de production et la mobilisation forcée des travailleurs ? Boukharine n'a eu aucun mal à répondre à cette question. Dans ces modes de production où « la direction de la production se confondait presque avec l'administration de l'Etat » et où « la plus grande partie de la production était celle de l'Etat », « le rôle des groupements sociaux dans la production se confondait avec leur situation à l'intérieur de l'administration » : face à la population asservie par l'Etat, la classe dominante était la bureaucratie et se subdivisait, selon le principe de la hiérarchie bureaucratique, en « fonctionnaires supérieurs, moyens et inférieurs » (8).

Malheureusement Marx n'a pas développé sa dialectique si actuelle de l'« autonomisation de l'Etat » et de la transformation de l'Etat en « principal détenteur de surproduit ». Tout d'abord il croyait que l'étatisation de l'économie correspond à un stade extrêmement archaïque du développement social. Selon lui les modes de production « antique », « féodal » et « bourgeois » qui succèdent au « mode asiatique de production » sont déterminés par le développement spontané de la société civile et les stratifications qu'ils ont entraînées se sont formées en dehors de la sphère politique, indépendamment de l'action de l'Etat. La société

(3) ENGELS, Préface à Marx: *La Commune de Paris*.

(4) MARX, *Das Kapital*, éd. Dietz, 1961; I, 539. Titre abrégé: K.

(5) MARX, *La Domination britannique en Inde*, juin 1853.

(6) K III, 841.

(7) *Ibid.*, I, 350; I, 85; III, 363.

(8) N. BOUKHARINE, *La théorie du matérialisme historique*, pp. 157-158.

civile est désormais le véritable « théâtre » et le « foyer » de l'histoire et « la base de l'Etat et de toute la superstructure » (9).

Du libéralisme, le marxisme hérita sa conviction que l'Etat devait être réduit au strict minimum et qu'une forme de coopération spontanée allait naître qui assurerait la cohésion profonde et le développement harmonieux de la société sans avoir besoin d'aucune sorte de contrainte. On en vint ainsi à proclamer la complète autonomie de l'ordre économique et la primauté des impératifs, des valeurs et des représentations qui régissent la sphère des intérêts privés ou « de classe » sur toutes les autres nécessités sociales et, notamment, sur les besoins de l'Etat en tant que tel.

L'Etat comme anachronisme.

Pour les libéraux l'Etat du despotisme et des réglementations bureaucratiques devait être écarté comme une survivance barbare de l'époque mercantiliste, quand l'économie était asservie aux classes improductives et à la fiscalité de l'Etat. Pour Marx aussi l'indépendance de l'Etat est un signe d'immaturité économique. L'Etat dit-il, n'est plus indépendant que dans les pays sous-évolués « où les états (*Stände*) ne se sont pas encore complètement transformés en classes, où les états éliminés dans les pays plus avancés continuent à jouer un rôle, où il y a donc mélange et aucune partie de la population ne peut arriver à dominer les autres » (10).

Il ressort clairement de ce texte remarquable que les sociétés précapitalistes n'obéissent pas aux forces historiques que le marxisme reconnaît comme seules déterminantes. Tout d'abord, elles ne sont pas économiquement fondées : aux faibles articulations économiques que suscite une activité industrielle et commerçante chétive, se superposent ici des distinctions politiques et juridiques imposées souverainement par un Etat « indépendant », c'est-à-dire incontrôlable. Ensuite, leur devenir paraît bloqué par l'absence d'une lutte de classes active. Si l'Etat est « indépendant », c'est que l'économie est trop faible pour déterminer la structure des classes et qu'aucune classe n'est assez forte pour dominer les autres : les deux « forces motrices » de l'histoire, les forces productives et les luttes des classes, sont ici inopérantes ; les propositions fondamentales du « matérialisme his-

torique » ne sont valables que pour les pays « plus évolués ».

On comprend dès lors que « c'est par un progrès de l'histoire que les états politiques se soient transformés en états sociaux » (11). Et puisque « ce ne fut que la révolution française qui acheva la transformation des états politiques en états sociaux », on s'étonne que Marx ait oublié si vite le caractère récent de l'avènement de la société civile, et dise : « la société civile est le véritable foyer et théâtre de toute l'histoire [...] et a formé de tout temps la base de l'Etat et de toute la superstructure » (12). Les mêmes formules se retrouvent dans la célèbre Préface de 1859 à la Critique de l'Economie Politique où Marx expose le « résultat général » de ses études et où les rapports de la société civile à l'Etat sont décrits en des termes de rapports de « base » à « superstructure ». Mais s'il est déplorable qu'il ait manqué au génial théoricien et critique des « idéologies » ce qui ne devrait pas lui manquer, à savoir le sens historique qui lui permettrait de comprendre que sa théorie sur l'Etat n'est qu'une « perspective » dont la validité a des limites nécessaires, il ne reste pas moins vrai que, malgré ces formules hâtives et en dépit des intentions que lui ont prêtées ses disciples, Marx n'avait nullement l'intention d'énoncer une théorie générale de l'Etat dans l'histoire. S'il n'a pas approfondi la distinction bien nette qu'il établit entre les pays « avancés » et les pays arriérés, c'est qu'il croyait à tort ou à raison que les sociétés capitalistes d'Occident étaient les seules qui entraient réellement en ligne de compte pour l'organisation de l'avenir. Pour lui « l'exemple le plus achevé de l'Etat moderne est l'Amérique. Les plus récents écrivains français, anglais et américains sont unanimes à déclarer que l'Etat n'existe ici que pour la propriété privée » (13).

L'Etat en Amérique.

Parmi ces écrivains il faut ranger aussi Hegel. Pour lui aussi le « pays de la liberté » était le

(9) MARX-ENGELS, *Die Deutsche Ideologie*, éd. Dietz, 1953, p. 33. Titre abrégé : DI (VI, 245). Les chiffres latins et arabes entre parenthèses renvoient au volume et à la page de la traduction Molitor, éd. Costes.

(10) DI 62 (VI, 246).

(11) MARX, *Critique de la philosophie hégélienne de l'Etat*, 1843, *Werke*, éd. Dietz, I, 283 (trad. Molitor, IV, 166).

(12) *Ibid.*, p. 33 (VI, 179).

(13) DI, p. 62 (VI, 247).

pays de l'avenir (14), le pays « où dans les temps futurs se manifestera la gravité de l'histoire universelle ». Hegel était, lui aussi, frappé par la structure purement économique de la vie américaine — mais il en tirait des conclusions diamétralement opposées à celles de Marx.

« Centrée sur l'homme privé et sa propension à acquérir et à gagner », la société américaine était peut-être en train de créer le « pays de l'avenir », mais elle se trouvait encore au seuil de la véritable vie politique. « Car un véritable Etat ne se produit que quand il y a une différence de classes, quand la richesse et la pauvreté deviennent très grandes et qu'il apparaît une condition telle qu'un grand nombre de personnes ne peut plus satisfaire ces besoins comme il en avait coutume ». Marx attribuait l'« indépendance » de l'Etat à l'absence de fortes différenciations de classe et à l'immaturation des antagonismes sociaux. D'après Hegel, c'est exactement le contraire qui se passe : le renforcement de l'autorité de l'Etat et son élévation au-dessus de la société civile lui apparaît comme le résultat de l'aggravation des conflits de classe.

Or, ajoute Hegel :

« cette tension ne menace pas encore l'Amérique car l'issue de la colonisation lui demeure largement ouverte et une foule de gens s'écoule constamment dans les plaines du Mississippi. Grâce à ce moyen a disparu la source principale du mécontentement et la continuation de l'état politique actuel est garantie. Une comparaison des Etats libres d'Amérique aux pays européens est de ce fait impossible, car en Europe un pareil écoulement naturel de la population n'existe pas malgré toutes les émigrations : assurément si les forêts de la Germanie étaient encore existantes, la Révolution française ne se serait pas produite. »

Si la prairie américaine n'existait pas, il est très probable que la révolution prolétarienne annoncée par le *Manifeste Communiste* aurait éclaté : les treize millions de personnes qui émigrèrent aux Etats-Unis entre 1850 et 1900 ont, sans doute, été pour beaucoup dans l'échec de la prophétie marxiste. Quoi qu'il en soit, l'Amérique qui « était encore au stade du défrichement », ne pouvait en aucun sens être considérée comme un « exemple achevé » d'Etat moderne : « C'est seulement quand, comme en Europe, le simple accroissement des agriculteurs aura été arrêté, que les habitants,

au lieu de se presser en dehors vers les champs, se replieront en masse sur eux-mêmes vers les industries et le commerce urbains, constitueront un système compact de société politique et ressentiront le besoin d'un Etat organique ».

L'Amérique ne saurait donc être comparée à l'Europe que si « l'espace immense que présente cet Etat était rempli et la société civile refoulée sur elle-même ». L'évolution postérieure de la société américaine a largement confirmé le diagnostic hégélien. Aussi longtemps que les terres vierges à coloniser offraient des occasions d'entreprises nouvelles, la vie politique de la communauté pouvait se borner à une espèce de démocratie locale sans chercher à se donner une armature étatique centralisée. L'accroissement continu des exploitations agricoles dont le nombre monte de 1,5 million en 1850 à presque 6,5 en 1910, explique à lui seul pourquoi le « besoin d'un Etat organique » se fit sentir si tard en Amérique. La société civile ne fut « refoulée sur elle-même » qu'à partir de 1920 où, pour la première fois, la population urbaine a dépassé la population rurale. Et ce n'est que la grande crise qui a fait apparaître, pour la première fois dans l'histoire américaine, une situation telle qu'« un grand nombre de personnes » n'était plus en mesure de satisfaire ses besoins « comme il en avait coutume ». Or, dès que ces facteurs « de classe » ont agi sur la société américaine, ils n'ont pas tardé à la transformer en un « système compact de société politique » : l'Etat au sens moderne du terme n'apparut en Amérique qu'avec l'administration Roosevelt.

Il s'y ajoute que si l'Amérique a pu donner pendant si longtemps l'image d'une société civile à l'état pur, c'est aussi à cause de son double isolement politique et économique. Hegel observe à ce propos que « les Etats libres de l'Amérique du Nord n'ont pas d'Etat voisin avec lequel ils seraient en rapport d'hostilité, comme les Etats européens entre eux, et contre lequel ils auraient à entretenir une armée permanente ».

L'histoire de cette prise de contact avec le monde extérieur est l'histoire toute récente de l'Amérique — mais qu'a-t-elle été, que sera-t-elle d'autre sinon celle de l'Etat luttant pour affirmer son prin-

(14) HEGEL, *Philosophie de l'Histoire*. Introduction. Trad. franç., *La Raison dans l'Histoire*, éd. 10×18, 1965, pp. 239-242.

cipe face à l'isolationnisme traditionnel et à l'« économicisme » étroit de la société civile ?

On voit dès lors combien Hegel avait raison de contester à la république américaine le caractère d'Etat moderne. Dans sa perspective, les rapports internationaux sont et seront toujours des rapports politiques, et c'est la primauté des relations extérieures, qu'elles soient de nature militaire, diplomatique ou économique, qui rend nécessaire la subordination de la société civile à l'Etat. Or, c'est exactement le contraire que Marx croit constater dans la réalité de son temps. Elle lui inspire toute une conception de l'histoire où la mystique saint-simonienne des chemins de fer, agents de la fraternisation universelle, et la croyance manchestérienne dans l'avènement d'un « millénaire du coton » s'allient pour donner une image complètement irréaliste des tendances les plus profondes à l'œuvre dans l'Europe des nationalismes naissants et des guerres industrielles, qui allaient bientôt s'étendre au monde entier.

Le cosmopolitisme bourgeois et le dépérissement de l'Etat.

Pour Marx, comme pour Saint-Simon et les manchestériens, la paix est en quelque sorte congénitale au régime industriel. « *Tout ce qu'on gagne en valeur industrielle, on le perd en valeur militaire* », disait Saint-Simon (15) comme pour exorciser le spectre de Napoléon. Marx aussi voyait dans l'industrie « le gradimètre du progrès des travailleurs » (16), et non pas celui de la puissance militaire des Etats. Cobden déclarait, en 1835, que « les classes moyennes et ouvrières de l'Angleterre ne peuvent avoir d'autre intérêt que la préservation de la paix » ; aussi, au moment même où la révolte des Cipayes excitait au plus haut point les passions nationalistes, il appelait de ses vœux « le jour où l'Angleterre n'aura plus un hectare de terre en Asie ».

Mais c'est chez Marx que les thèses les plus généreuses (et les plus utopiques) des libéraux anglais trouvent leur expression achevée. Aussi Marx, louait-il la bourgeoisie d'avoir créé un monde unique et inauguré l'histoire « réellement universelle » (17). La domination incontestée (qu'il a crue incontestable) des « nations industrielles et civilisées de l'Occident » sur les « pays agraires, barbares ou semi-civilisés de l'Orient » (18),

l'expansion universelle de la bourgeoisie (anglaise), la pénétration (anticipée) du capitalisme dans les pays agraires (qui représentaient alors les neuf-dixièmes de la population mondiale) le conduisirent à considérer la planète comme une économie « mondiale » où les anciennes nations indépendantes se transformaient irréversiblement en provinces économiques rendues solidaires par la seule action de la division internationale du travail : « Au grand regret des réactionnaires, la bourgeoisie a fait perdre à l'industrie sa base nationale. Les antiques industries nationales ont été anéanties et le sont encore tous les jours (...) L'étroitesse d'esprit et l'exclusivisme nationaux deviennent de plus en plus impossibles ».

La phrase de Washington : « Notre grande règle de conduite vis-à-vis des nations étrangères est, tout en étendant nos rapports commerciaux, d'avoir aussi peu de rapports politiques avec elles que possible », que Cobden avait choisie comme devise pour son premier pamphlet, prend dans l'esprit de Marx la signification d'un fait accompli. C'est ce qui l'a incité à décrire le dépérissement des antagonismes nationaux l'année même où naissait le siècle des nationalités : « Les démarcations et les antagonismes nationaux entre les peuples disparaissent de plus en plus, rien qu'avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformisation de la production industrielle et des conditions d'existence correspondantes ».

Ni Marx ni Cobden ne semblent avoir soupçonné le fait que la rencontre de l'industrialisme et de la démocratie allait transformer l'Etat en porteur d'un nationalisme à la fois politique, économique et culturel. Marx a cru assister à la naissance fabuleuse d'une société réellement œcuménique qui allait embrasser le monde entier et qui avait déjà rendu superflues et anachroniques les guerres et plus généralement les *politiques* nationales, enlevant ainsi à l'Etat ses attributs les plus importants, amorçant même le processus de dépérissement de l'Etat qu'achèvera le communisme.

Voici comment Marx a caractérisé la situation

(15) SAINT-SIMON, *Œuvres*, XVIII, 102.

(16) K I, 188.

(17) DI, pp. 32-43, 43, 44.

(18) Ce sont les termes mêmes de Marx dans le *Manifeste Communiste*.

politique de l'Angleterre : en 1852 : « Les torrès, les whigs, les partisans de Peel appartiennent plus ou moins au passé. Le parti qui représente officiellement la société anglaise moderne, ce sont les libres-échangistes (les manchestériens, les réformateurs du parlement et des finances). Ceux-ci représentent le parti de la bourgeoisie consciente, le capital industriel qui veut utiliser sa force sociale comme force politique et extirper les derniers vestiges orgueilleux de la société féodale... Ils entendent par libre-échange l'absolue liberté de mouvement du capital débarrassé de toutes les entraves politiques, nationales et religieuses... *La royauté*, avec sa « splendeur barbare », sa cour, sa liste civile et sa meute de laquais, rentre dans les *faux frais* de la production. La nation peut aussi bien produire et commercer sans la royauté, donc : à bas le trône. *La grande armée* : faux frais ! *Les colonies* : faux frais ! *L'église officielle* : faux frais ! *Les guerres nationales* : faux frais !... (19)

Cela était écrit en 1852. Quelques années plus tard toute l'Angleterre fredonnait le chant des Jingos :

*We don't want to fight, but, by Jingo, if we do,
We have the ships, we have the men,
And have the money, too...*

Entretiens, Cobden avait perdu son mandat pour s'être opposé à la guerre de Crimée (1854-1856). Pendant que l'Angleterre de Palmerston, de Disraëli et de Cécil Rhodes s'exaltait dans l'expansion impérialiste, Marx maintenait désespérément la fiction de l'Etat « superstructure » que lui avait léguée le radicalisme anglo-saxon. Ses vaticinations sur les « faux frais de la production », dont la naïveté est déjà touchante dans son irréalisme, montrent suffisamment jusqu'à quel point la sociologie de Marx est restée prisonnière de l'idéologie libérale. Le monde dans lequel furent forgés les concepts fondamentaux du marxisme appartient encore à la pré-histoire de l'Etat moderne. La France — le pays le plus centraliste de l'Europe — ne connaît de l'Etat que les six ministères (20) traditionnels institués par la loi du 27 avril 1791 ; quant au monde anglo-saxon, l'intervention étatique reste toujours pour lui synonyme d'arbitraire policier et de tyrannie fiscale. Marx, il est vrai, avait vu naître en 1836 un ministère des Travaux publics. Nous verrons plus loin comment il a interprété

cette intrusion de l'Etat dans l'économie. Disons pour le moment que sa théorie initiale a été résolument étrangère à toute idée de politique économique. Ainsi dans l'accroissement de la dette publique il n'a vu qu'une preuve indirecte du triomphe de la société civile sur l'Etat : « L'Etat, dit-il, est entièrement tombé entre les mains des propriétaires privés... Avec le développement du commerce et de l'industrie s'accroît la richesse des individus tandis que l'Etat, acculé à la mendicité, s'endette de plus en plus et se laisse acheter par la bourgeoisie » (21). Le postulat, le rêve, la chimère d'un certain libéralisme européen : la résorption du politique dans l'économique, devient chez Marx une réalité immédiate ou imminente et constitue le centre de perspective de sa doctrine sociologique.

Raison de plus d'admirer l'étonnante perspicacité dont Marx fit preuve dans son analyse de la mentalité bureaucratique dans son œuvre *juvénile Critique de la Philosophie hégélienne de l'Etat* (1843).

L'« esprit bureaucratique » et le « règne du secret ».

Le caractère secret de la bureaucratie, sous l'absolutisme et à un moindre degré dans les régimes de démocratie parlementaire, fut une source constante d'indignation, pour les libéraux aussi bien que pour les socialistes. Si l'« esprit bureaucratique » apparaît à Marx comme l'exact opposé de l'« esprit politique », c'est essentiellement à cause de son culte du « mystère ». « L'esprit de la bureaucratie, dit-il, est le *secret*, le *mystère*, gardé dans son sein par la hiérarchie, et envers le dehors par sa nature de corporation fermée. Toute manifestation de l'esprit politique ou de la mentalité politique apparaissent à la bureaucratie comme une *trahison* envers son *mystère*. L'*autorité* est par conséquent le principe de son *savoir*, et l'*idolâtrie* de l'*autorité* est sa *mentalité* » (22). Marx ne pouvait pas savoir en 1843 que les formules « les places secrètes sont divulguées... le

(19) MARX, *Les Chartistes*, dans *New York Daily Tribune*, 25 août 1852. Dans *Werke*, VIII, 342-3.

(20) Ce sont les ministères de la Justice, des Finances, de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Rappelons d'autre part que les ministères de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie ont été institués respectivement en 1881, en 1882 et en 1886.

(21) DI 61 et 373 (VI, 246 et VIII, 215).

(22) MARX, *Werke*, I, 249 (IV, 102).

secret du pays est divulgué... les secrets des Rois sont divulgués » reviennent comme un leit-motiv obsédant dans le récit fait par un haut fonctionnaire égyptien des troubles révolutionnaires qui amenèrent la chute de l'Ancien Empire Memphite (23). En effet, dès la II^e dynastie pharaonique l'accès aux « secrets du Roi », la « connaissance du secret du pays » apparaît comme le signe distinctif de la classe des fonctionnaires : le premier ministre était appelé « chef des secrets du Roi, directeur de tous les travaux du Roi ». Max Weber qui a fait la première étude systématique de la technique du secret dans les diverses bureaucraties (24), observait l'extension universelle du principe bureaucratique et prédisait qu'« avec la bureaucratisation des partis la domination du secret sera encore plus étendue ». Mais ni Marx ni Weber ne pouvaient soupçonner l'ère des secrétaires généraux et des partis totalitaires : ici l'encadrement des partisans « monolithiques » dans des cohortes agissant presque sans débats, selon des directives conçues en fonction d'événements inconnaissables et d'hypothèses informulables, allait permettre à la bureaucratie que Marx qualifiait de « jésuite », d'extirper les racines mêmes de l'esprit politique, de *dépolitiser* l'univers mental de ses sujets, de transformer la vie publique en une chose opaque, extérieure, pour ainsi dire, au monde de la réflexion. D'où la surprenante rapidité avec laquelle le « culte de la personnalité » peut à tout instant se transformer en abjection.

L'Etat bureaucratique totalitaire devenu fabricant en gros a si bien combiné le « mystère » que dénonçait Marx avec le « secret commercial » tant reproché aux capitalistes, qu'il a fini par transformer en secret militaire non seulement les faits sociaux et politiques les plus « matériels » mais aussi — chose unique dans le monde moderne — les statistiques du niveau de vie et des salaires réels (25). Les régimes qui se réclament du « marxisme orthodoxe » sont les seuls qui ne publient pas l'échelle des salaires et des traitements : ces adorateurs de la statistique se réfugient dans la rhétorique lorsqu'il est question de niveau de vie et ne donnent que des chiffres relatifs au « salaire moyen », celui qu'on obtient en additionnant le traitement du directeur d'usine et le salaire du balayeur. Le bilan lui-même de l'économie nationale est un autre « secret » dont la divulgation est considérée comme une « trahison ».

Cette « absence de bilan synthétique permettant de fournir une image claire de la répartition à travers les différentes branches de l'économie, de l'ensemble des forces de travail et de leur part dans le produit social » s'explique, selon un marxiste aussi orthodoxe que le professeur Ch. Bettelheim, par le fait qu'en URSS « subsistent des privilèges économiques énormes, des différences sociales que la simple considération de l'échelle des salaires et des traitements (cette échelle d'ailleurs n'est publiée nulle part, on ne trouve que des chiffres relatifs au « salaire moyen ») ne suffit pas à faire apparaître mais qui ressortiraient d'un bilan de l'économie nationale convenablement élaboré... » (26).

On comprend dès lors pourquoi aux yeux de Marx « la démocratie est à toutes les autres formes politiques comme à son Ancien Testament » (27) : il dirait aujourd'hui face à ces *homines ad servitutum paratos* qui s'enorgueillissent de leur « monolithisme » qu'elle est au totalitarisme ce que le Nouveau Testament est au culte des pierres. S'il n'a pas approfondi sa critique de la bureaucratie, c'est qu'il croyait en l'inéluctable victoire du libéralisme bourgeois et à l'effacement progressif de l'Etat annoncé par les manchestériens. « Leur dernier mot, dit-il, c'est nécessairement la république bourgeoise, où la libre concurrence s'exercera dans tous les domaines, et où il ne restera que le minimum d'autorité gouvernementale indispensable à l'administration extérieure et intérieure des intérêts généraux et des affaires de la bourgeoisie » (28).

La bureaucratie : corps parasitaire.

On retrouve cette affirmation de l'identité de la perspective libérale et de la perspective prolé-

(23) Cf. la traduction et le commentaire dans A. MORET, *Le Nil et la civilisation égyptienne*, pp. 261-268.

(24) Max WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft*, II, 671-672.

(25) « Garder les secrets du Parti et de l'Etat, et faire montre de vigilance politique en se souvenant que la vigilance des communistes est nécessaire dans tous les secteurs et en toute circonstance... », tel est le onzième commandement que tout bolchévique doit observer: *Règlement du Parti*, *Pravda* du 14 octobre 1952.

(26) Charles BETTELHEIM, *La Planification soviétique*, 1945, p. 141. Le terme « les privilèges subsistent » prête à confusion. Ces privilèges n'existaient pas entre 1918 et 1930. C'est le totalitarisme stalinien qui a permis à la bureaucratie d'abolir le « crétinisme égalitaire » des années 1920 et de créer ces privilèges.

(27) MARX, *op. cit.*, I, 231 (IV, 68).

(28) MARX, *Les Chartistes*, 1852. *Werke*, VIII, 343.

rienne dans les notes sur l'*Histoire des doctrines économiques (Mehrwerttheorien)* qui devaient former le quatrième volume du *Capital*. Marx cite abondamment les passages de *Wealth of Nations* où Adam Smith « donne libre cours à sa haine de la classe improductive » — classe qui englobe « les travailleurs dits supérieurs, les fonctionnaires, les officiers, les prêtres, les juges, les avocats, etc. » (29) — et les commente en ces termes : « L'économie politique, à sa période classique, tout comme la bourgeoisie montante, se montre sévère pour l'organisation de l'Etat : toutes ces classes improductives... semblent à Smith comme au capitaliste industriel et à la classe ouvrière comme des faux frais de la production, qu'il convient donc de réduire au minimum et d'établir avec la moindre dépense possible. » De même, dans les philippiques d'Adam Smith contre l'intervention étatique Marx reconnaît « le langage de la bourgeoisie révolutionnaire : toutes les professions élevées, celle du souverain, des juges, des officiers, des prêtres, etc., sont mises au point de vue économique, sur le même pied que celles des laquais et des amuseurs entretenus par les riches oisifs. Les gens haut placés sont les serviteurs du public, comme les autres sont leurs serviteurs à eux. Ils vivent du produit d'autrui ; il faut donc les réduire au minimum. L'Etat, l'Eglise, etc., ne se justifient que s'ils administrent et gèrent les intérêts communs des bourgeois productifs, puisque en soi ils rentrent dans les faux frais de la production, qu'il faut réduire au minimum indispensable » (30).

On conçoit dès lors l'amère déception que lui causèrent les événements de 1852 en France. L'Etat « semble être devenu complètement indépendant sous le second Bonaparte », constate Marx le lendemain du coup d'Etat (31) — mais au lieu de saluer on ne sait quel « renouveau de l'Etat hégélien » (32), Marx n'y voit que la cause de « l'effroyable sentiment de découragement et d'humiliation qui oppresse la poitrine de la France et entrave sa respiration ». A l'optimisme débordant de ses écrits antérieurs se substitue maintenant une vision proprement tragique de la croissance incessante de l'Etat qui sort renforcé des guerres aussi bien que des révolutions, de la lutte des classes comme de l'équilibre entre les classes ; qui « se nourrit sur la société et en paralyse le mouvement » (33). Marx y verra une nouvelle

« aliénation » aussi pesante et intolérable que l'aliénation capitaliste.

L'aliénation étatique.

Après avoir violemment écarté de son horizon intellectuel l'idée que l'Etat puisse avoir une histoire et un développement propres, Marx découvre maintenant qu'au lieu de s'effacer devant la montée capitaliste, l'Etat bureaucratique n'a pas cessé de progresser et d'étendre ses attributs depuis la monarchie absolue et à travers toutes les révolutions bourgeoises. L'« immense organisation bureaucratique et militaire » de l'Etat moderne « se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité, qu'il aida à renverser. Les privilèges seigneuriaux des grands propriétaires fonciers et des villes se transformèrent en autant d'attributs du pouvoir d'Etat, les dignitaires féodaux en fonctionnaires appointés, et la carte bigarrée des droits souverains médiévaux contradictoires devint le plan bien réglé d'un pouvoir d'Etat, dont le travail est divisé et centralisé comme dans une usine » (34).

Issu de la société, créé primitivement pour assurer l'ordre et la sécurité des bourgeois aux prises avec la brutalité féodale, et puis pour élargir à l'échelle nationale le champ d'activité de la bourgeoisie, l'Etat a développé son propre dynamisme d'expansion. Poussé par un insatiable besoin de « sujets », l'Etat a anéanti les autonomies féodales, ecclésiastiques et urbaines de la même manière que le capitalisme a exproprié les producteurs indépendants, artisans et paysans. En brisant tous les pouvoirs indépendants locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, la Révolution française n'a fait que continuer l'œuvre de centralisation et de nivellement commencée par la monarchie. « Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'Etat » et c'est ainsi qu'on a abouti à la domina-

(29) MARX, *Theorien über den Mehrwert*, éd. Kautsky, I, 285 sq.

(30) *Ibid.*, I, 404-405.

(31) MARX, *Le 18 Brumaire*, etc. Editions Sociales, 1945, p. 90.

(32) Pour se rappeler l'étonnante définition « philosophique » que M. MERLEAU-PONTY a donné du stalinisme, *Humanisme et Terreur*, pp. 151-152; *Les Aventures de la Dialectique*, p. 307.

(33) MARX, *La Guerre Civile en France. Werke*, XVII, 341. (Bureau d'Editions, Paris, 1936, p. 60.)

(34) *Le 18 Brumaire*, pp. 89-90. Cf. aussi *Werke*, XVII, 336 et 539.

tion complète de la « bureaucratie » : ce pouvoir exécutif, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats, effroyable corps parasite, qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores ».

Une profonde analogie existe entre l'aliénation étatique et l'aliénation économique : la même usurpation fatale et la même mystification objective par laquelle le capitaliste « représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif » (35), transforme aussi l'Etat en personification fétichisée de la volonté générale. La même aveugle nécessité qui « enrichit le travailleur collectif [l'entreprise] et appauvrit les travailleurs parcellaires », renforce l'Etat et vide la société de sa substance : « *Devant le pouvoir exécutif, elle abdique toute volonté propre et se soumet aux ordres d'une volonté étrangère, l'autorité. Le pouvoir exécutif, contrairement au pouvoir législatif, exprime l'hétéronomie de la nation, en opposition à son autonomie* » (36).

Ce que les citoyens perdent en capacité d'auto-détermination, en initiative collective, se concentre en face d'eux dans l'Etat pour se tourner contre eux et les réduire en esclavage. La fatalité tragique qui, au niveau de la production, divise ce qui devait être réuni et transforme le « facteur intellectuel de la production » en « propriété d'un individu » qui est étranger aux producteurs immédiats, et en « pouvoir qui les domine », se reproduit aussi au niveau de l'Etat. Ainsi l'intérêt général se transforme-t-il en « propriété privée de la bureaucratie » et en pouvoir qui opprime les citoyens. Chaque progrès de la centralisation bureaucratique, chaque extension du domaine soumis à la réglementation étatique signifie une frustration de plus en plus profonde de la société qui recule constamment devant l'Etat et renonce à la libre disposition d'elle-même. Cela d'autant plus que c'est la complexité croissante de la vie sociale elle-même qui chaque jour crée « un nouveau matériel pour l'administration d'Etat » (37). Ainsi « *chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jus-*

qu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et aux universités ».

La consolidation de l'appareil bureaucratique et l'indépendance de l'Etat signifient pour Marx une aliénation équivalant à l'aliénation économique puisque dans l'économie aussi bien capitaliste que dans l'Etat bureaucratique, l'homme s'asservit à ses propres produits et se laisse dominer par des puissances objectives dans lesquelles il ne se reconnaît pas. Qu'il s'agisse de la critique de la « forme despotique de la direction capitaliste » des entreprises qui privent l'ouvrier de sa libre initiative et le soumet au commandement de ses « supérieurs hiérarchiques » ; qu'il s'agisse de la critique du pouvoir exécutif qui représente « l'hétéronomie de la nation en opposition à son autonomie », une seule et la même conception de la liberté est à la base de la critique marxiste : c'est celle qui voit dans la liberté la possibilité pour l'individu non seulement de résister aux exigences de l'autorité, mais aussi et surtout de limiter le domaine des réglementations autoritaires, d'enrichir et d'approfondir la spontanéité de la vie sociale, de redonner à la société toutes les prérogatives usurpées par l'Etat et le capital, jusqu'à ce que l'« homme socialisé », jusqu'à ce que les producteurs « librement associés » prennent sous leur contrôle la totalité de la vie sociale et deviennent « maîtres de leur propre mouvement » (38).

La capacité de la société de se passer de la bureaucratie étant supposée acquise, il importait d'élucider quelques questions essentielles demeurées sans réponse. Comment l'indépendance de l'Etat est-elle redevenue possible ? Quelle était la base « de classe » du bonapartisme ? Quelles sont les racines économiques du pouvoir bureaucratique ? Quelle est la signification historique de la centralisation du pouvoir politique ? Or, ici les réponses deviennent de plus en plus embrouillées.

La lutte des classes.

Il fallait tout d'abord expliquer ce retour offensif de la bureaucratie qui, d'« instrument » de la bourgeoisie qu'elle était à l'origine, en était devenue le maître. L'indépendance de l'Etat, Marx

(35) Cf., K, I, 379.

(36) *Le 18 Brumaire*, etc., p. 89.

(37) *Ibid.*, p. 90. Cf. aussi *Werke*, XVII, p. 539.

(38) K, I, 84 ; III, 872.

l'attribuait jusqu'alors à l'immaturité de l'économie bourgeoise et à l'absence des luttes de classes. Or, la France n'était pas un pays arriéré et, depuis 1830, elle était redevenue la patrie des luttes sociales. Il était manifeste que la lutte des classes n'avait pas eu l'effet escompté. Marx pense que si l'Assemblée nationale, le représentant de l'autonomie de la nation, avait donné « un peu plus de champ à la lutte des classes », elle aurait « placé le pouvoir exécutif sous sa dépendance » (39). Mais elle ne l'a pas fait : « elle ne se sentait pas de taille à jouer avec le feu ». La lutte des classes s'est avérée une fois de plus inefficace. Elle n'a pas refoulé l'État ; au contraire, elle « parut apaisée en ce sens que toutes les classes s'agenouillèrent, également impuissantes et muettes, devant les crosses de fusils » (40).

Ce qui scandalisait Marx, c'est le refus de la bourgeoisie de s'affirmer comme classe dirigeante : « Elle brûlait, dit-il, du désir de se débarrasser de sa propre domination politique pour pouvoir se débarrasser en même temps des soucis et des dangers du pouvoir » (41). Pourtant la bourgeoisie, dont la Révolution de 1848 semblait avoir brisé la puissance acquise sous le règne de Louis-Philippe, connu sous le Second Empire une époque d'apogée, et son histoire ultérieure nous la montre plutôt avide d'exercer sa domination politique. Aussi la classe ouvrière, un instant paralysée par la terreur qui suivit le coup d'État, a vite repris ses forces pour s'affirmer tant sur le plan syndical que sur le plan politique. Les élections de 1863 virent apparaître des candidatures ouvrières, comme celle de Tolain ; et le fait que les ouvriers n'avaient pas attendu la loi impériale de 1864, qui leur accorda la liberté de coalition et le droit de faire grève, pour déclencher des grèves que la justice hésitait de plus en plus à poursuivre, suffit à montrer combien la bureaucratie de Louis-Napoléon était loin d'être comparable à un « appareil » moderne.

Les deux classes fondamentales de la société civile étaient donc bien vigoureuses lorsque le coup d'État brisa leur élan. D'où venait, dans ces conditions, la force qui permit à l'État d'étouffer la lutte des classes et de paralyser la « force motrice » de l'histoire ? Le pouvoir d'État, répond Marx, « ne plane pas dans les airs ». Son action est toujours déterminée par les aspirations des classes qui sont, elles, les véritables auteurs de l'histoire :

« Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les paysans parcellaires » (42).

La barbarie paysanne.

Marx et Engels croyaient jusqu'alors que la paysannerie était « incapable d'entreprendre un mouvement indépendant », qu'elle est condamnée à suivre chaque fois le mouvement qui vient de la population urbaine « plus concentrée, plus éclairée, plus facile à entraîner ». Pour Marx la ville est le véritable théâtre de l'histoire. *Die Stadtluft macht frei* : la ville libère tandis que le travail de la terre rend les hommes serviles. Mais voici que cette « classe de barbares », qui se place « presque en dehors de la civilisation », s'est mise à bouger : le triomphe de Bonaparte est une « réaction de la campagne contre la ville » (43), une revanche de la masse amorphe de la paysannerie sur les véritables classes.

Ayant fait de l'appartenance à une classe et de la conscience de classe un véritable titre de noblesse sociale, Marx se refuse à considérer la paysannerie comme une classe. Pour pouvoir évincer la paysannerie du club historique, il n'hésita pas à bouleverser sa sociologie et à introduire des critères idéologiques de plus en plus exigeants dans sa théorie, jusqu'alors purement économique, des classes. La paysannerie, dit-il, apparaît bien comme une classe si nous la considérons avec des critères économiques, « mais elle ne constitue pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique » (44).

S'il en était ainsi, les ouvriers américains mériteraient encore moins le nom de classe. Les bourgeois au Moyen Âge n'avaient qu'un lien local, les esclaves de tous les temps n'ont jamais formé d'organisation politique : faut-il en déduire qu'ils ne constituaient pas des classes ? Or, d'après

(39) MARX, *Le 18 Brumaire*, p. 66.

(40) *Ibid.*, p. 89.

(41) *Ibid.*, p. 76.

(42) *Ibid.*, pp. 90-91.

(43) *Ibid.*, p. 23.

(44) *Ibid.*, pp. 91-92.

Marx, c'est bien ce caractère hybride, mi-classe, mi-masse, des paysans qui les rend « incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée » !

Nous avons là un des pires exemples de la méthode « essentialiste » dont Marx a fait un constant abus. Comme la pierréité est l'essence de la pierre, il est de l'essence de la paysannerie d'être incapable de se défendre, de s'autodéterminer ou même d'être représentée au pouvoir. Il n'y a que la haine du paysan pour expliquer pareilles bévues (45). Les seules sociétés qui ont été capables de démocratie directe furent des sociétés paysannes : cités antiques ou cantons suisses. Aristote ne considérait-il pas la classe des petits propriétaires ruraux comme la base sociale de la véritable *politeia* ? Mais d'après Marx, c'est une véritable menace que les paysans font peser sur la société : « Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés. Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif » !

Sans doute Marx avait-il raison d'insister sur le besoin de protection qu'éprouvaient les paysans français. Mais en quoi différaient-ils des autres classes ? En outre, ce n'est pas « contre les autres classes », c'est contre la concurrence étrangère que les paysans, et plus encore les industriels et les ouvriers, allaient bientôt demander la protection de l'Etat ; le protectionnisme agricole inauguré en 1881 ne fut que le signe avant-coureur d'une politique protectionniste globale, réclamée par toutes les classes et réalisée par la République.

Tout cela cadrerait mal avec la conception essentiellement libre-échangiste que Marx se faisait du capitalisme « mondial ». Mais lui qui tenait la démocratie américaine pour modèle de l'Etat moderne aurait dû se montrer plus circonspect. Jefferson, qui a posé les fondements du libéralisme américain, avait une conception presque exclusivement agricole de la démocratie. La majorité de son parti était formée par des paysans indépen-

dants farouchement opposés au capitalisme urbain mais nullement enclins à demander la protection de l'Etat et à s'agenouiller devant une quelconque « autorité supérieure ». Il est vrai que les colons agriculteurs de l'Ouest furent des paysans d'un type tout à fait particulier, des émigrants ayant fait table rase de toutes les traditions du servage et de l'immobilisme rural. Cependant, dans les pays scandinaves également la paysannerie c'est montrée capable d'une initiative économique et politique qui fut décisive pour la formation et la consolidation des institutions démocratiques. C'est qu'au XIX^e siècle, l'opposition entre conservateurs et libéraux y avait pris la forme d'une opposition entre le patriciat urbain et les campagnes, devenues le principal foyer de revendication démocratique : là aussi l'accroissement de l'influence politique des paysans a eu des effets contraires à ceux que lui imputait Marx.

Non moins décevantes sont les thèses sur les bases économiques de l'Etat bureaucratique.

Les bases économiques.

Il est surprenant de constater à quel point Marx a méconnu la nature réelle de la bureaucratie moderne. S'il a signalé la bureaucratisation croissante de l'économie, ce fut uniquement pour mettre en évidence le caractère « parasitaire » des capitalistes. Dans les fonctions gestionnaires de plus en plus étendues qu'une administration de plus en plus nombreuse commençait à exercer au sein même des entreprises privées, il n'a voulu voir qu'un simple « travail de surveillance » assimilé ou presque à celui des gardes-chiourmes des manufactures primitives. Dans sa polémique contre Bakounine, il s'est refusé à admettre la moindre

(45) Les commentaires du P. CALVEZ, auteur d'un volumineux ouvrage sur la *Pensée de Karl Marx* (1956), méritent d'être cités, ne serait-ce que pour donner une idée de la manière dont on lit Marx aujourd'hui. L'absence de conscience collective, dit le P. Calvez (p. 199), « rend une classe incapable d'être dominante politiquement. Or, la situation de domination est une possibilité de toute classe véritable. Toute classe peut arriver à une situation dominante par une représentation »... On reste stupéfait devant pareilles affirmations. Qu'est-ce qu'une classe « véritable » ? Que faut-il entendre par « situation de domination » ? De quelle possibilité de domination les hommes vendus aux enchères devaient prendre conscience pour constituer une « classe véritable » d'esclaves ? Et les serfs ? Attribuer à Marx l'idée que « toute classe » (par exemple les ouvriers, les serfs, les esclaves) peut dominer « par une représentation », c'est réduire le marxisme à un amas de propos incohérents.

possibilité d'une dégénérescence bureaucratique des organisations politiques, des syndicats ou des coopératives ouvrières. Aussi, en dépit du plus élémentaire bon sens, Marx en arriva-t-il à considérer la bureaucratisation de l'État moderne comme un épiphénomène de la structure précapitaliste (parcellaire) de l'agriculture : « La propriété parcellaire, par sa nature même, sert de base à une bureaucratie toute-puissante et innombrable... Elle anéantit les couches aristocratiques intermédiaires, placées entre la masse du peuple et le pouvoir central. Elle provoque, par conséquent, de toutes parts, l'intervention directe de ce pouvoir et l'ingérence de ses organes directs » (46).

Rarement, Marx s'est si lourdement trompé. Dans tous les pays où la terreur ne fait pas partie intégrante de la politique économique, c'est exactement le contraire qui caractérise la stimulation de l'économie paysanne face à l'État : comme la propriété parcellaire échappe « par sa nature même » à la réglementation et au contrôle administratifs, elle y a découragé, plutôt qu'elle n'a provoqué l'intervention de l'État. Cette surprenante théorie de Marx n'acquiesce un semblant de rationalité que le jour où ses disciples se mirent à piller les granges des dénommés koulaks et à réquisitionner les stocks cachés. Il est évident que ce n'est pas à l'influence politique des paysans (qui était nulle) et encore moins à la dialectique interne de la propriété parcellaire, qu'il convient d'attribuer l'indépendance de l'État stalinien et la gigantesque révolution qui a installé la bureaucratie aux postes de commande de l'économie agricole et prolétarisé la population paysanne.

Une méconnaissance aussi systématique de la nature réelle de l'État bureaucratique moderne et de ses origines économiques ou autres ne pouvait qu'engendrer les illusions les plus fausses en ce qui concerne le prochain « dépérissement » de l'État. Ce qui, d'après Marx, allait couper définitivement l'herbe sous les pieds de la bureaucratie et la rendre complètement superflue, c'était l'implacable « loi » qui condamnait la petite agriculture à une mort lente mais sûre : « Avec la décadence croissante de la propriété parcellaire, s'écroule tout l'édifice de l'État construit sur elle » (47)!

On croit rêver... Il n'y a que les États « marxistes-léninistes » qui ont apparemment confirmé la

« loi » de la concentration agricole, largement démentie dans tout le reste du monde, mais c'est précisément en supprimant par la terreur la classe des paysans indépendants que la bureaucratie y a atteint la plénitude de sa puissance.

Une apologie du fisc.

Une seule fois Marx semble avoir surmonté son aversion de la bureaucratie et reconnu le rôle positif qu'elle joue dans la société moderne. Une fois de plus, c'est la haine du paysan qui l'a inspiré. Ayant constaté que l'impôt qui « pèse sur la parcelle » ne sert pas seulement à entretenir le personnel parasitaire de l'État, mais aussi à alimenter les travaux publics par lesquels la civilisation urbaine s'introduit peu à peu dans la campagne, il en a déduit que « l'impôt d'État est un moyen de contrainte nécessaire pour maintenir les échanges entre la ville et la campagne. Sinon le paysan parcellaire, comme c'est le cas en Norvège et dans une partie de la Suisse, aurait rompu, en rustre satisfait de lui-même, tout rapport avec le citoyen » (48).

Cette justification de la fiscalité considérée jusqu'alors comme une créature du diable, ne peut manquer de surprendre. Marx, dont l'œuvre entière est construite sur des anticipations les plus audacieuses, a paradoxalement les yeux fixés sur le passé lorsqu'il parle du paysan. Ainsi a-t-il voulu perpétuer l'image d'un paysannat lié à la glèbe, voué à l'« idiotie », étranger au progrès, prêt à rompre les faibles liens qui l'unissent aux villes, cela au moment même où la campagne allait se transformer à une espèce de faubourg des villes industrielles. De surcroît, lui qui avait prématurément glorifié la bourgeoisie d'avoir intégré les productions de tous les peuples de la terre dans un « marché mondial » unique, se montre soudainement excessivement sceptique quant à l'existence et à la possibilité d'un marché national : point n'est besoin d'être un adepte de la conception économique de l'histoire pour reconnaître que c'est sur le marché plutôt que dans les bureaux des contributions directes que s'établissent et se maintiennent les véritables échanges entre la ville et la campagne.

(46) *Ibid.*, p. 95.

(47) *Ibid.*, p. 97.

(48) *Ibid.*, p. 95.

Inintelligible pour le fermier de l'Iowa ou le coopérateur danois, cette théorie qui érige le fisc au rang d'unique médiateur entre la ville et la campagne, serait vouée à l'oubli si la politique agricole des disciples ne venait pas au devant des appréhensions les plus apocalyptiques du maître : n'a-t-on pas évoqué la menace de famine que les paysans russes faisaient peser sur les villes pour justifier la terreur de la collectivisation ? Mais ce n'est pas en « rustre satisfait de lui-même », c'est par le plus légitime réflexe de défense que le paysan russe de 1928 a préféré consommer sa production plutôt que de la vendre aux prix dérisoires imposés par l'État. Ce qui a paralysé les échanges entre les villes et les campagnes, c'est d'abord et essentiellement l'organisation défectueuse de l'industrie « socialisée », sa sous-production chronique, ses prix prohibitifs. En 1929, les villes ne recevaient que moins de la moitié des céréales que la campagne leur fournissait avant-guerre. La raison en est que, débarrassés des grands propriétaires, les paysans voulaient vivre mieux et que rien ne les incitait à apporter au marché l'excédent de leur production : pour la même quantité de denrées alimentaires vendues au marché, ils n'obtenaient alors que la moitié des produits manufacturés qu'ils recevaient avant la révolution. C'est dans ces conditions que la bureaucratie fut amenée à exproprier les quelque 25 millions de producteurs indépendants et à incorporer la paysannerie prolétarisée dans son appareil d'exploitation (au sens strictement marxiste du terme). Grâce au système des livraisons obligatoires, qui constituaient un véritable impôt en nature à peine déguisé sous des formes contractuelles, l'État a pu ainsi prélever à des prix très bas les 27,5 % en 1930 et les 36,8 % en 1931 de la production agricole au lieu des 11 % qu'il avait obtenus en 1928-1929 par le moyen des échanges et au prix nettement supérieurs du marché libre. L'analyse des modalités de l'exploitation bureaucratique de la paysannerie nous éloignerait de notre propos — mais est-il besoin d'ajouter que ce n'est pas à ce genre de « miracle économique » que pensait Marx lorsqu'il a formulé sa timide — de toute manière inacceptable — justification de l'impôt agricole ?

D'ailleurs, il paraît lui-même visiblement insatisfait de son interprétation, disons bucolique de l'État bureaucratique, dont le rôle d'agent de liai-

son « nécessaire » entre la ville et la campagne prend désormais un sens plus vaste.

Une nécessité dialectique.

La bureaucratisation de l'État apparaît maintenant comme un moment nécessaire dans une dialectique apparentée de très près à celle du capitalisme. De même que le despotisme du capital était nécessaire pour détruire l'éparpillement des forces productives et éveiller les immenses forces créatrices qui sommeillaient au sein du travail collectif, de même l'État était nécessaire pour supprimer les particularismes du Moyen Âge et rassembler les multitudes dans une œuvre commune. Et de même que le code des fabriques est une « caricature de la véritable réglementation sociale du travail », de même la bureaucratie représente « la forme inférieure et brutale d'une centralisation qui est encore infectée de son contraire « le féodalisme » (48).

L'asservissement des travailleurs et des citoyens est un effet nécessaire mais passager de la tendance irrésistible qui mène à la socialisation du travail et à l'élargissement des cadres de la vie sociale. Le despotisme absolu (le Second Empire) « était nécessaire pour dégager dans toute sa pureté l'antagonisme existant entre l'État et la société ». Comme la chute des producteurs dans l'esclavage est une étape nécessaire dans une dialectique d'ascension et de rédemption, la crucifixion de la société par l'État est la condition nécessaire de sa future résurrection. La même révolution souterraine qui réduit la classe exploiteuse à une poignée de magnats isolés face à l'immense population prolétarisée et qui prépare l'expropriation des expropriateurs, isole en même temps l'État face à la population asservie et terrorisée et le dépouille de tous ses oripeaux : « La révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire ? Elle mène son affaire avec méthode. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite », en démontrant sa parfaite impuissance face au pouvoir exécutif. Or, cette démonstration sera définitive. On ne pourra jamais plus revenir aux illusions parlementaires : « Ce but une fois atteint, elle perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple

(48) *Ibid.*, p. 97.

expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction, et, quand elle aura accompli la seconde moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : « Bien creusé, vieille taupe » (50).

Et ce sera la révolution prolétarienne qui, à l'exemple de la Commune, fera « de ce mot d'ordre des révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, une réalité en détruisant ces deux grandes sources de dépenses, l'armée permanente et le fonctionnarisme d'Etat » (51)...

En léguant au prolétariat révolutionnaire en même temps que les illusions bourgeoises, sa propre incapacité de comprendre les données fondamentales du problème que la bureaucratie pose à

la société moderne, Marx le vouait à l'utopie et par là à l'échec. La taupe révolutionnaire étant aveugle, des voyants enrégimentés et marchant au pas se chargèrent de la conduire à la « terre promise du socialisme » : est-il besoin de rappeler que c'est en voulant réaliser les « mesures minutieusement élaborées par Marx et Engels » (52) pour la destruction définitive de la bureaucratie que Lénine et ses compagnons jetèrent les bases du plus formidable Etat bureaucratique de l'histoire ?

(50) *Ibid.*, p. 89.

(51) *La Guerre civile en France, Werke*, XVII, 345 (p. 61).

(52) Le thème revient comme un leitmotiv obsédant dans tous les écrits de Lénine entre avril et novembre 1917. Cf. en particulier, *L'Etat et la Révolution*.

